

2 septembre 2010 06h00 | Par NATACHA THULLIER

La tension retombe

Des solutions sont apportées à la crise entre des habitants et des gens du voyage



Le conseiller général du canton de Saint-Amant-de-Boixe, Patrick Berthault (au centre), a expliqué hier aux habitants où en étaient les démarches de relogement de la famille. PHOTO I. LOUVIER

« La situation est telle à Coulonges que, de toute façon, il faut que cette famille s'en aille. » C'est le constat, très calme et sans animosité aucune, dressé hier par le conseiller général Patrick Berthault, à la mairie de Coulonges. Le constat d'une rupture du dialogue. De personnes à vif incapables désormais de vivre côte à côte.

Dans ce village de 140 âmes du canton de Saint-Amant-de-Boixe, une crise aiguë avait éclaté en juillet entre une famille de gens du voyage sédentarisée, habitant la commune depuis le début des années 2000, et ses voisins, rejoints par une partie des habitants du village.

Goutte d'huile

Nuisances sonores à répétition, dégradation de biens de la commune, voilà ce qui est reproché à la famille, les critiques se cristallisant particulièrement sur le comportement de l'un des enfants.

Il est l'auteur, en juillet, d'un jet de pierre avec lance-pierres sur une fillette, la goutte d'huile qui a embrasé le village (notre édition du 9 juillet). Une réunion extraordinaire du Conseil municipal avait alors été décidée, en présence des structures d'aide aux gens du voyage et de Patrick Berthault. Les habitants étaient à cran. Des élus avaient demandé le départ de la famille. Il avait été promis que des démarches seraient entreprises pour trouver un logement, hors de Coulonges, qui puisse l'accueillir.

Hier, à l'initiative de Violaine Copens, déléguée du collectif des habitants, qui avait prévenu la presse, une réunion publique s'est tenue pour savoir où en sont les démarches. Une dizaine de personnes étaient présentes. Dont des voisins de la famille incriminée, absente en ce moment, car en train de faire la récolte des prunes dans le Gers.

Devant les habitants, en présence du maire, du conciliateur de justice, de la représentante du syndicat mixte chargé de l'accueil des gens du voyage, Patrick Berthault s'est donc employé à détailler les démarches en cours, qui concernent des logements alternatifs.

Un logement trouvé pour la grande fille et son compagnon qui travaille à Roulet. Un autre recherché pour le grand fils, qui travaille à Ruffec. Et une maison, où il faut faire des travaux, que le reste de la famille sera vivement incité à accepter à son retour du Gers (même si elle l'a refusée une première fois), au moins provisoirement.

L'élu n'a pas manqué toutefois de souligner que « la réunion d'aujourd'hui nous dessert, vous dessert, car nous souhaiterions travailler plus sereinement ».

En juillet, il avait pris l'initiative de proposer à la famille, le temps que

les esprits s'apaisent, de reprendre les caravanes et de venir habiter sur l'aire de Maine-de-Boixe. Ce qu'elle avait fait. « Ils sont touchés, choqués, a-t-il précisé. Ils ont accepté de retourner en caravane alors qu'ils avaient un logement. »

Si la tension est depuis retombée au village - la famille n'ayant pas reparu -, cela n'a pas empêché, hier, lors de la réunion, que s'élèvent un cliché raciste - « vous croyez vraiment qu'ils travaillent ? » -, une menace - « s'ils touchent à mes filles, j'ai deux fusils, et ils vont servir », et de multiples craintes exprimées sereinement - « comment ça va se passer si y a la zizanie à leur retour ? ».

Deux besoins sont apparus criants. Le besoin de sécurité (appel aux gendarmes, à l'État) et celui d'un accompagnement social poussé de la famille et de ses enfants. Il a été décidé hier d'entreprendre des démarches dans ces deux directions.

© www.sudouest.fr 2010